

8 Société et Culture

Activités commémoratives de la 42e Journée internationale des droits de la femme

Mise en place d'un Conseil national de la femme ?

AEE

Libreville/Gabon

DANS le cadre des activités commémoratives de la 42e édition de la Journée internationale des droits de la femme à Libreville, la Dynamique des femmes leaders pour la paix (Dynaflap) a animé une rencontre d'échanges et de partage entre les femmes, samedi, au quartier Louis, dans le 1er arrondissement de la capitale.

Il s'agissait, entre autres, de débattre des problèmes inhérents à la gent féminine au quotidien, es-



Photo : Abel Eyeghe

Le présidium ayant entretenu les femmes réunies à Louis.

sentiellement ses devoirs et ses droits. A ce sujet, plusieurs exposés et débats ont eu lieu. Lors de sa prise de parole, la prési-

dente de la Dynaflep, Bérengrère Minang, est longuement revenue sur la nécessité de la mise en place d'un Conseil natio-



Photo : Abel Eyeghe

Les panélistes et les participantes au terme de la rencontre.

nal de la femme (Conafem). Rappelant que cette initiative avait été préconisée par de nombreux acteurs politiques et de la société civile lors du dialogue national tenu à Angondjé du 28 mars au 26

mai 2017. Ce conseil national, s'il est effectif, accélérera et facilitera la mise en œuvre des politiques publiques en faveur des femmes et jeunes filles dans le cadre de la Décennie de la femme,

élaborée par le chef de l'État Ali Bongo Ondimba. Et de prévenir que si cela n'est pas fait, toute initiative d'émancipation du genre féminin dans notre pays sera "toujours hypothétique".

Violence et harcèlement en milieu professionnel

Les femmes des Mines à l'école de leurs droits

AJN

Libreville/Gabon

QUELS sont les outils et mécanismes mis en place pour lutter contre la violence et le harcèlement au travail ? A quel moment une tape sur l'épaule, une embrassade devient du harcèlement en milieu professionnel ?

Ces questions étaient au cœur d'un déjeuner-débat, vendredi dernier, entre les femmes, agents de la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) et les responsables du Syndicat mine et industries du Gabon (Symiga), auquel elles sont affiliées. Objectif : mobiliser les minières venues de Moanda et d'Owendo, et leur expliquer le rôle des structures syndicales en



Photo : AJN

Les femmes de la Comilog ont été édifiées sur leurs droits en entreprise.

matière de traitement des problèmes qui concernent les femmes de façon particulière. «Comme tous les 8 mars, le Symiga a tenu à manifester sa solidarité aux femmes en organisant un déjeuner-débat, autour de la thématique "violence et harcèlement en milieu professionnel". Parce qu'en ma-

tière de réglementation du travail, le législateur n'est pas suffisamment explicite. Donc, nous avons pensé qu'il serait utile d'ouvrir la discussion, de sorte que les langues se délient et servent de base pour pouvoir améliorer les conditions de travail en société», a indiqué Aymard Kissengori Adzou-



Photo : AJN

Les participants au terme de leur journée d'échanges.

gui, secrétaire général du Symiga. Occasion pour le responsable syndical d'inviter les femmes, membres du Symiga, à rentrer de plain-pied dans leurs droits. «Nous manifestons notre solidarité. A vous de vous battre pour y arriver», a-t-il exhorté.

Cette rencontre a également donné l'occasion aux dames des Mines d'être édifiées sur les mécanismes mis en place au sein de la Comilog, aux fins de lutter contre des éventuels comportements machistes. «Nous sommes en train de mettre en place une cellule d'écoute. Mais dans

un premier temps, il fallait les mobiliser et les amener à s'ouvrir pendant ces échanges car, il s'agit de situations réelles que les femmes et même certains hommes, vivent dans leur lieu de travail », a confié Fleur Boumbandjoka, la chargée des Femmes au Symiga.

A noter qu'en matière de parité, l'approche genre paraît bien intégrée au sein de la Comilog. Les femmes occupent des postes de responsabilité. Toutefois, beaucoup reste encore à faire. « Le bémol à relever c'est la proportion des femmes aux postes d'agent de maîtrise, où il n'y a aucune femme. Pour cela, nous espérons que le dialogue social au sein de l'entreprise nous aidera à faire avancer les choses », a relevé une participante.

Le 8-Mars au 5e arrondissement de Libreville

Les auxiliaires de commandement honorés

LLIM

Libreville/Gabon

LE collectif féminin du Rassemblement pour la restauration des valeurs (RV) n'est pas resté en marge de la commémoration nationale de la Journée internationale des droits de la femme du 8 mars.

Le démantèlement féminin du RV a célébré, à sa manière, cet événement de portée internationale, sous le parrainage du président de ce parti politique de la majorité et, par ailleurs, ministre de l'Eau et de l'Énergie, Tony Ondo Mba. En présence du ministre délégué aux Sports, Arsène Édouard Nkoghe Nze, et d'autres invités, samedi dernier au siège local du quartier Lalala-Dakar dans le 5e arrondissement de Li-



Photo : LLIM/L'Union

Le collectif des femmes du RV avec les auxiliaires de commandement ayant reçu des tenues d'apparat.

breville. A l'occasion de cette journée dédiée à la gent féminine d'ici et d'ailleurs, les femmes du RV ont choisi d'honorer les auxiliaires de commandement, les chefs de quartier, à qui elles ont remis des tenues d'apparat destinées aux grandes cé-

rémonies. C'était également l'occasion pour elles d'échanger et de débattre sur deux thématiques qui les tenaient à cœur. A savoir : l'autonomisation des femmes et la femme face au 4e pouvoir. A noter que cette rencon-

tre a vu la participation de certaines femmes cadres du pays, des responsables d'organisations non gouvernementales (Ong), des invités venus de l'étranger qui ont tous animé des ateliers et partagé leurs expériences avec les membres du RV.

